



Taux actuels de d'émaciation : 0.7% retard de croissance : 46.5% Proportion souffrant d'insuffisance pondérale : 12.6%

Source: Gouvernement guatémaltèque (DHS, 2014-15)

Bons résultats

- Les investissements publics dans le secteur de la santé sont relativement élevés, atteignant 14.9% de l'ensemble des dépenses publiques en 2015.
- Guatemala : comparée à celle d'autres pays de l'HANCI, la politique nationale de développement à moyen/long terme de ce pays (Política General de Gobierno 2016 - 2020) accorde une grande importance à la nutrition.
- Guatemala : ce pays a créé une ligne budgétaire distincte pour la nutrition, rendant possible la transparence et la responsabilisation des dépenses.
- La stratégie/politique nationale en matière de nutrition fixe des objectifs de nutrition assortis de délais et un mécanisme multipartite et multisectoriel de coordination des politiques a été mis en place.
- Guatemala : les décideurs disposent d'enquêtes régulières sur la nutrition statistiquement représentatives au niveau national. La dernière enquête a été publiée en 2014-2015.
- Le pays a pleinement consacré le Code international de commercialisation des substituts du lait maternel dans son droit interne.
- Guatemala : l'État promeut les pratiques d'alimentation complémentaire.
- Guatemala : en 2015, 94.3% de la population a accès à une source d'eau potable améliorée.
- Guatemala : 91.3% des femmes de 15 à 49 ans ont été vues, au moins une fois pendant leur grossesse, par un agent de santé qualifié en 2014-2015.
- Guatemala : dans ce pays, le niveau de protection constitutionnelle du droit à l'alimentation et du droit à la sécurité sociale est bon.

Points à améliorer

- Guatemala : dans ce pays, les lois garantissent l'égalité des droits économiques et des droits d'accès à la propriété des terres agricoles entre hommes et femmes. Cependant, ces lois ne sont pas effectivement appliquées et les pratiques discriminatoires à l'encontre des femmes persistent, accentuant leur vulnérabilité à la faim et à la malnutrition.
- Guatemala : l'État n'a distribué que deux fortes doses de supplément en vitamine A à 15 % des enfants en 2015.
- Guatemala : les dispositifs de protection sociale sont élémentaires et ne couvrent que peu de risques pour un nombre limité de bénéficiaires.


Guatemala: Données clés
Indice d'engagement pour la réduction de la faim (HRCI)

Dépenses publiques	Résultat*	Année	Rang HRCI sur 45
\$ Part des dépenses publiques consacrées à l'agriculture dans totales ¹	1.6%	2016	40e
\$ Part des dépenses publiques consacrées à la santé dans totales ²	14.9%	2015	3e
Politiques			
Accès à la terre (sécurité foncière) ³	Moyen	2016	27e
Accès aux services de vulgarisation et de recherche agricoles ³	Moyen	2013	26e
Système d'état civil: taux d'enregistrement des naissances vivantes	96.5%	2014-2015	2e
Fonctionnement des systèmes de protection sociale ³	Médiocre	2016	11er ex aequo
Lois			
Niveau de protection constitutionnelle du droit à l'alimentation ³	Bon	2017	1er ex aequo
Égalité d'accès hommes-femmes aux terres agricoles (droits de propriété) ⁴	Dans la loi, pas dans la pratique	2014	4e ex aequo
Égalité hommes-femmes des droits économiques ⁴	Dans la loi, pas dans la pratique	2014	1er ex aequo
La Constitution reconnaît le droit à la protection sociale (oui/non)	Oui	2017	1er ex aequo

¹ Pas de benchmark² Pas de benchmark³ Résultats possibles: ● Très médiocre/Médiocre ● Moyen ● Bon/Très bon⁴ Résultats possibles: ● Pas dans la loi ● Dans la loi, pas dans la pratique ● Dans la loi et dans la pratique**Indice d'engagement contre la malnutrition (NCI)**

Dépenses publiques	Résultat*	Année	Rang NCI sur 45
\$ Budget distinct pour la nutrition (Non/Sectoriel uniquement/Oui)	Oui	2017	1er ex aequo
Politiques			
Taux d'enfants supplémentés en vitamine A	15%	2015	40e
L'État promeut une alimentation complémentaire (oui/non)	Oui	2012	1er ex aequo
Population ayant accès à une source d'eau améliorée	94.3%	2015	6e
Population ayant accès à un assainissement amélioré	78.6%	2015	2e
Visites médicales pour les femmes enceintes	91.3%	2014-2015	22e
Importance de la nutrition dans la politique nationale de développement ¹	Grande	2016-2020	3e
Stratégie/politique nationale en matière de nutrition (oui/non)	Oui	2017	1er ex aequo
Coordination multipartite et multisectorielle des politiques (oui/non)	Oui	2017	1er ex aequo
Objectifs de nutrition assortis de délais (oui/non)	Oui	2017	1er ex aequo
Enquête nationale sur la nutrition ces 3 dernières années (oui/non)	Oui	2014-2015	1er ex aequo
Lois			
Consécration du CICS [^] dans le droit interne ²	Pleinement consacré	2016	1er ex aequo

¹ Résultats possibles: ● Faible ● Modérée ● Grande (remarque : par rapport aux autres pays)² Résultats possibles: ● Non consacré dans le droit ● Faiblement/Largement consacré dans le droit ● Pleinement consacré[^] Code international de commercialisation des substituts du lait maternel